

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
10/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMURFIT KAPPA FRANCE

23, rue de l'Industrie
BP 803
27950 ST MARCEL

Références :
Code AIOT : 0005801774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 ST MARCEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des actions thématiques dites "coup de poing" sur la thématique des rejets en eau.

Il s'agit de contrôles inopinés en présence d'un laboratoire agréé sous convention avec la DREAL. L'objectif de cette visite est d'évaluer la qualité de la chaîne de mesure de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 ST MARCEL
- Code AIOT : 0005801774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Smurfit Kappa a une activité de fabrication de carton ondulé et d'impression.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle de la chaîne de mesure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet
4	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
5	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
6	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet
7	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
8	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	/	Sans objet
9	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un preleveur automatique et d'un emplacement pour le prélèvement en contrôle inopiné des effluents liquides avant rejet dans le reseau d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le jour du contrôle, le prélèvement des eaux usées a été effectué au niveau du bac tampon situé avant le canal de mesure venturi. Ce bac tampon reçoit le filtrat du banc de filtre-pressé à plateaux à débâttissage semi-automatique, (une neutralisation). Ces eaux sont dirigées vers le réseau d'eaux usées de la commune. Ce point est situé au même endroit où est réalisé l'autosurveillance de l'exploitant sur l'eau. L'exploitant dispose d'un débitmètre à ultrason sur son site. Le jour de l'inspection, un débitmètre a été installé par le laboratoire en charge du contrôle. Le débit mesuré a été calculé à partir du débitmètre mis à disposition par ce laboratoire. Pour paramétrer son contrôle, il a procédé au paramétrage du volume global du prélèvement des eaux usées à partir de la méthode de l'asservissement en tenant compte du volume journalier des mesures précédentes et du volume global de 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Bien qu'exigu, le site dispose d'un emplacement prévu pour le prélèvement des effluents par un laboratoire en charge du contrôle inopiné. Ce point de prélèvement est situé au même endroit où est réalisée l'autosurveillance des effluents liquides. L'exploitant dispose pas d'un débitmètre à ultrason sur le canal de mesure venturi. L'ouvrage à ce point de prélèvement est accessible en sécurité mais exigü pour le transport du matériel de prélèvement du prestataire de service. L'inspection a constaté un état moyen d'entretien du canal de mesure venturi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : Le matériel employé pour mesurer le débit des eaux usées est un débitmètre à ultrason. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un certificat d'étalonnage du débitmètre, pH-mètre et de la sonde de température .
Observations : L'inspection demande que l'exploitant procède à un contrôle métrologique du débitmètre, pH-mètres et de la sonde de température. Les rapports des contrôle métrologiques ainsi que la mise en place d'actions correctives le cas échéant soit transmis à l'inspection sous un mois. Un courrier de l'exploitant daté au 04/07/2022 indique qu'un contrôle du préleveur automatique de la sonde de mesure de débit de rejet des effluents au niveau du canal venturi est prévu dans les 3 mois par un prestataire. De plus, ce même courrier indique la mise en place d'un relevé formalisé de l'étalonnage des sondes pH utilisées pour le fonctionnement de la station de traitement des eaux de process.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.
Constats : L'exploitant n'a aucune justification de l'entretien périodique et du suivi métrologique du débitmètre. L'étalonnage et le calibrage de ces appareils de mesures s'effectue à partir des solutions étalons ou par des appareils de référence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Le canal de mesure est un canal venturi. L'installation est conforme, l'écoulement est bon avec présence de vaguelette (absence de trace de débordement), mais le fond et les parois sont dans un état de propreté insuffisant (dépôts noir). Absence de turbulence sous le capteur.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant un nettoyage régulier du canal venturi en cas de non utilisation de celui-ci (traitement par bâchée)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Absence de justification de l'entretien périodique (canal, sonde) et du suivi métrologique et de consignes.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de formaliser consignes d'exploitation de l'ensemble des installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux. La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.</p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses. Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le préleveur est à une température de 5 ± 3 °C et à l'abri des rayons du soleil (dans une armoire réfrigérée).</p> <p>Le tuyau de prélèvement est de section intérieure constante, le plus court possible et optimalement en position continue ascendante</p> <p>L'aspiration de l'effluent ne génère pas de bulle dans le bol de prélèvement ou dans le tuyau d'aspiration Bidon(s) collecteur(s) en accord avec les paramètres à analyser</p> <p>Tuyau, crépine, seau et pompe péristaltique propres et intègres.</p> <p>Absence de contrôle métrologique de :</p> <p>Vitesse d'aspiration, Répétabilité ou distribution des volumes sur au moins 3 prélèvements, Volume unitaire de prélèvement sur au moins 3 prélèvements *, Nb de prélèvement sur 24h, Volume total prélevé sur 24 h et Température de l'enceinte</p>
<p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant la mise en place d'un contrôle métrologique périodique du préleveur automatique (respect des fréquences de contrôles préconisées des éléments du préleveur automatique).</p> <p>Un courrier de l'exploitant daté au 04/07/2022 indique qu'un contrôle du préleveur automatique de la sonde de mesure de débit de rejet des effluents au niveau du canal venturi est prévu dans les 3 mois par un prestataire.</p> <p>De plus, ce même courrier indique la mise en place d'un relevé formalisé de l'étalonnage des sondes pH utilisées pour le fonctionnement de la station de traitement des eaux de process.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation. La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix. La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier. En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord. Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le flaconnage utilisé est adapté à la substance recherchée et propre.</p> <p>L'échantillon était référencé et comportait la date, l'heure de prélèvement et le point de mesure de prélèvement.</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté a été réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.</p> <p>Les échantillons devront être conservés dans un enceinte réfrigérée avant enlèvement par le prestataire de service.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Seul, le point de rejet pour les eaux industrielles (venturi vers le réseau d'eau usées in situ de l'établissement) a été contrôlé visuellement. Le site procède a un traitement par bâchée des eaux industrielles. Les rejets sont d'apparence claire avec un écoulement régulier)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet